



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

N° 2015-DLP/BUPE-13 du 06 JAN. 2015

mettant en demeure la société KLV ENVIRONNEMENT, sise route de Marimont à BOURGALTROFF, de respecter les dispositions du point 1 du A de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux dans un délai de 24 heures après notification du présent arrêté, pour son installation de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes située sur le territoire de la commune de BOURGALTROFF.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

VU le courrier, en date du 8 octobre 2012, dans lequel le Préfet de Moselle a donné acte à l'exploitant de son droit d'antériorité d'exploiter une installation de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, qui a eu pour conséquence de classer l'ensemble du site à autorisation au titre de la législation des Installations Classées sous la rubrique 2760-2 de sa nomenclature ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté n° DCTAJ-2014-A- 12 du 11 avril 2014 portant délégation de signature en faveur de M. Alain CARTON, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU le point 1 du A de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux qui dispose : « [...] Ces déchets, conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souples, sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés tel qu'un chariot élévateur, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct au moyen d'une benne sont interdites. ».

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 17 décembre 2014 ;

CONSIDERANT que, lors de la visite en date du 1^{er} décembre 2014, l'Inspection des Installations Classées a constaté que les bigs bags contenant de l'amiante lié sont déchargés et manipulés par des procédés ne permettant pas de garantir leur intégrité et, par ce fait, sans les précautions nécessaires pour prévenir une éventuelle libération de fibres d'amiante ;

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions du point 1 du A de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

CONSIDERANT que, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société KLV Environnement à BOURGALTROFF de respecter les dispositions du point 1 du A de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er}

La société KLV environnement, sise Route de Marimont à BOURGALTROFF, exploitant une installation de stockage d'amiante lié à des matériaux inertes et de déchets inertes, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 1 du A de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux dans un délai de 24 heures après notification du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 : En vertu des dispositions du décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de CHÂTEAU-SALINS, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de BOURGALTROFF, où est implantée la société.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Alain CARTON